

## GeNeuro SA annonce la fin du sursis concordataire et l'ouverture de la procédure de faillite

**Genève, Suisse, le 28 janvier 2026** – 08h00 CET – GeNeuro SA (Euronext Paris : CH0308403085 – GNRO), société biopharmaceutique développant de nouveaux traitements pour les maladies neurodégénératives et auto-immunes, annonce que le Tribunal de première instance de Genève, par jugement communiqué le 28 janvier 2026, a considéré qu'il n'y avait pas lieu à nouvelle prolongation du sursis concordataire définitif et, en conséquence, a prononcé la faillite de GeNeuro SA.

Comme annoncé précédemment, GeNeuro SA avait obtenu le 26 septembre 2025 un sursis concordataire définitif d'une durée de quatre mois, échéant le 27 janvier 2026, afin de poursuivre l'examen de toutes les options envisageables, incluant une recapitalisation, l'avancement et/ou la monétisation de ses actifs thérapeutiques en développement, ainsi que la négociation d'accords avec ses créanciers.

Toutefois, malgré l'intérêt scientifique des programmes cliniques et précliniques de la Société dans des indications telles que la sclérose en plaques, la sclérose latérale amyotrophique ou le COVID long, et malgré les démarches engagées durant la période de sursis, aucune solution de reprise ou de restructuration permettant d'assurer la pérennité de la Société n'a pu être finalisée. Dans ce contexte, le Tribunal a décidé de ne pas prolonger le sursis concordataire et de prononcer la faillite de la Société.

Le jugement rendu par le Tribunal de première instance de Genève est publié ce jour dans la Feuille d'Avis Officielle du canton de Genève ainsi que dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce.

Toute information ultérieure relève désormais de la compétence de l'Office cantonal des faillites de Genève. Il est rappelé qu'en vertu des règles applicables à la procédure de faillite, les créanciers sont désintéressés par priorité sur les actionnaires. Compte tenu du montant des dettes de la Société, il apparaît extrêmement probable que les actionnaires ne puissent récupérer aucun produit de liquidation en leur faveur.

**Contact GeNeuro :** [contact@geneuro.com](mailto:contact@geneuro.com)

**Déclarations prospectives :** Ce document contient des déclarations prospectives et des estimations à l'égard de la situation financière, des résultats des opérations, de la stratégie, des projets et des futures performances de GeNeuro et du marché dans lequel elle opère. Certaines de ces déclarations, prévisions et estimations peuvent être reconnues par l'utilisation de mots tels que, sans limitation, « croit », « anticipe », « prévoit », « s'attend à », « projette », « planifie », « cherche », « estime », « peut », « veut » et « continue » et autres expressions similaires. Elles comprennent toutes les questions qui ne sont pas des faits historiques. De telles déclarations, prévisions et estimations sont fondées sur diverses hypothèses et des évaluations des risques, incertitudes et autres facteurs connus et inconnus, qui ont été jugés raisonnables quand ils ont été formulés mais qui peuvent ne pas se révéler corrects. Les événements réels sont difficiles à prédire et peuvent dépendre de facteurs qui sont hors du contrôle de la société. Par conséquent, les résultats réels, conditions financières, performances ou réalisations de GeNeuro, ou les résultats de l'industrie, peuvent s'avérer sensiblement différents des résultats, performances ou réalisations futurs tels qu'ils sont exprimés ou sous-entendus par ces déclarations, prévisions et estimations. Compte tenu de ces incertitudes, aucune déclaration n'est faite quant à l'exactitude ou l'équité de ces déclarations prospectives, prévisions et estimations. En outre, les énoncés prospectifs, prévisions et estimations ne sont valables qu'à la date de la publication du présent document. GeNeuro décline toute obligation d'actualiser ces déclarations prospectives, prévisions ou estimations afin de refléter tout changement dans les attentes de la société à leur égard, ou tout changement dans les événements, conditions ou circonstances sur lesquels ces énoncés, prévisions ou estimations sont fondés, à l'exception de ce qui est requis par la législation.